

AHMED KOULAKSSIS

IUT. Université François Rabelais

TOURS (France)

L'anticolonialisme des socialistes et des communistes français
dans les années 20: étude comparée

Le divorce entre communistes et socialistes a été, dit-on, officiellement prononcé à l'hôtel de ville de Tours, fin décembre 1920, pour cause de divergences profondes sur les principes fondamentaux du socialisme, dont, notamment, celui relatif aux positions sur la question coloniale. Mais, sur ce point, le ligne de fracture est-elle véritablement et définitivement passée entre colonialisme et anticolonialistes? La réalité immédiate le laissera à penser, mais pourra-t-on en dire autant pour le plus long terme?

La rupture de Tours, en raison de la contrainte d'une ancienneté de cinq ans dans le parti, imposée pour pouvoir être délégué, s'est faite entre gens de vieille connaissance: ils avaient partagé un long passé de militantisme et tout un bagage doctrinal en matière coloniale qui, bien que multiple, leur était commun. Il sera pendant longtemps difficile, aux uns et aux autres, de l'oublier. D'ailleurs, y parviendront-ils jamais? A Tours, il fallait, de toute manière, se séparer, et on se sépara. Ne le fit-on pas plus au nom du lourd contentieux (la question de la guerre européenne) et sous la pression de l'environnement (la révolution d'octobre) qu'au nom de choix véritablement opérés?

Une fois la scission faite, il restera à bien percevoir ce

pour quoi on l'a faite. Pour asumer les choix, faudra-t-il se condamner à mettre son action en conformité avec la logique de la rupture pour ne pas paraître se désavouer soi-même? Autrement, comment expliquer, par exemple, en matière maghrébine, les hésitations et les fluctuations persistantes? Sur cette question, un Longuet -le petit-fils de Karl Marx- se savait, sur le moment même, plus proche de ceux qu'il quittait que ceux avec lesquels il allait cohabiter. A l'inverse, un André Berthon, se sentira, à la Chambre des Députés, davantage en sympathie avec son collègue S.F.I.O. Marius Moutet qu'avec nombre de ses compagnons communistes. Et, plus tard, en 1936, les socialistes de la Gauche Révolutionnaire ne se sentiront-ils pas plus en rupture avec la politique maghrébine de leur parti que ne le seront les communistes avec le gouvernement de Front Populaire? Pour suivre ces engagements, certainement différenciés, entre communistes et socialistes, mais également les troubles de conscience et chez les uns et chez les autres, on considérera trois moments: le congrès de Tours, l'après-Tours et la période la guerre du Rif.

-I- Le congrès de Tours: le problème colonial non débattu.

On le sait, à Tours, le débat sur la question coloniale n'eut pas lieu. André Julien, délégué à la propagande pour l'Afrique du Nord, qui avait été chargé de l'exposer, ne put le faire. Le télégramme de Zinoviev, parvenu le 28 décembre, à un moment où l'excitation était à son comble, précipita une adhésion déjà décidée. Et pourtant, de fait, le vote se fit bien sur la question coloniale: en donnant, ou non, son adhésion aux 21 conditions, on signifiait bien son acceptation ou son refus de la

8e d'entre elles. Et, pour n'avoir pas été explicité, le choix ne fut pas moins fait. Communistes et socialistes se donnaient bien ici, en principe, deux lignes de conduite différentes en matière coloniale. Avec la motion Cachin-Frossard, les premiers se déclaraient pleinement d'accord avec l'Internationale Communiste et s'engageaient, conformément à la 8e condition, à avoir immédiatement "dans la question des colonies et des nationalités opprimées... une ligne de conduite particulièrement claire et nette". Ils s'assignaient ainsi

"le devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de (leurs) impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au coeur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis à vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux."

Si ce fut cela que refusèrent les socialistes, il est moins simple de dire ce qu'ils voulaient, positivement. On le sait, si les longuettistes, après de longues hésitations, durent mêler leurs suffrages à ceux du groupe Blum-Renaudel-Semba, ils n'allèrent pas jusqu'à fondre avec eux en une les deux motions présentées par leurs deux tendances respectives. De fait, ce sont bien celles-ci qui, cumulativement, allaient constituer le fondement doctrinal de la cohabitation au sein de la S.F.I.O. d'après-Tours.

Toutes deux traitaient bien dans un paragraphe spécifique,

des colonies. Mais si, pour l'une, il s'agissait des "questions coloniales et nationales" (motion Blum) -donc formulation neutre-, pour l'autre, le jugement est plus perceptible à travers "nationalités opprimées et colonialisme" (motion Longuet). La suite est tout aussi explicite, puisque là où "le parti socialiste s'affirme l'ami de tous les peuples opprimés, et en particulier, des colonies françaises" (Longuet), ici, il s'engage à agir "en faveur des populations indigènes que le système capitaliste livre à la conquête, à l'exploitation et l'asservissement" (Blum).

Il y a bien plus que simple nuance entre une désignation explicite d'une France coloniale et celle du "capitalisme oppresseur". Le positionnement par rapport à l'une et à l'autre ne fait pas appel au même ressort: ici, l'anticolonialisme pour lui-même, là, le combat anticapitaliste, comme si la liberté des peuples en découlait fatalement. Du reste, si la motion Longuet déclare bien engager le P.S. "à servir par tous les moyens, sauf la guerre, l'action émancipatrice de ces populations", la motion Blum, elle, en mettant en priorité son "désir de prévenir toute catastrophe nouvelle", se refuse à confondre "le mouvement de révolte des peuples opprimés avec le travail de libération prolétarienne". Deux conceptions se font bien face: "L'action émancipatrice", d'une part, et, de l'autre, le souci de "(ne pas) fausser la lutte des classes" et de ne pas "déchaîner une lutte de races contraire à ses (au P.S.) principes et à sa volonté de paix".

Dans la formulation blumiste, on le voit, proclamations généreuses et terminologie marxisante sont indissociablement unies pour dire aux peuples colonisés de ne surtout pas troubler la paix européenne, ni, par leurs révoltes, entraver la marche

triomphante du prolétariat européen vers la révolution, la vraie. "Population", et non "peuple", "amélioration du sort", mais non "libération" ou "émancipation": la philosophie des textes est claire; jamais il ne leur est reconnu, ni dans le présent, ni pour le futur, de destin autonome. Sur ce point essentiel, la contradiction paraît totale avec la motion Longuet qui, elle, proclame clairement "le droit sacré de (ces) nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes".

Force est de constater que, sur la question coloniale, les longuetistes étaient bien loin de ceux avec lesquels ils s'apprêtaient à cohabiter. S'ils refusaient, certes, les formes d'action préconisées par le IIIe Internationale, leur texte empruntait bien des termes - "nationalités opprimées", "émancipation" - à celui de la 8e condition.

Qu'en sera-t-il dans la réalité? Les analyses blumistes et longuetistes vont-elles se superposer et se neutraliser mutuellement ou, au contraire, s'enrichir l'une par l'autre et aboutir à ce que Blum dit être la raison de son attachement à un parti socialistes hors de la IIIe Internationale, c'est à dire "une entité synthétique, une unité harmonieuse, une sorte de résultante de toutes les forces et de toutes les tendances (qui) interviennent pour fixer et déterminer l'axe commun de l'action"? Qu'est-ce qui s'imposera? La vision européo-franco-centriste enveloppée dans un discours généreux, ou, au contraire, une relative sensibilité aux aspirations des autres à la liberté? Les deux composantes de la nouvelle S.F.I.O. n'en débattirent pas. De toute façon, cela n'aurait rien chagré. Leurs divergences sur ce point n'auraient pas été suffisamment déterminantes pour

les séparer. De même, les convergences longuettistes-communistes ne les auraient pas réconciliés. Les reclassements avaient leurs raisons ailleurs, que la question coloniale n'était pas de taille à contrarier. Le fait que celle-ci n'ait pas été débattue a tout au plus empêché les intéressés d'avoir la conscience exacte de ce sur quoi ils s'engageaient.

Et les communistes, dotés en principe d'une charte anticolonialiste en béton, auront-ils une action en tous points conforme à ces engagements pris en ce Noël 1920?

-II- L'après-Tours: le temps des choix.

Au lendemain de Tours, le parti socialiste et le parti communiste sont inscrits dans des problématiques différentes.

-1^o/ Les socialistes.

Le parti socialiste est surtout soucieux de sa reconstruction. "Véritable pyramide renversée", "la vieille maison" est surtout une demeure de notables: la majorité du groupe parlementaire a refusé l'adhésion (seuls 14 partent, 11 pour former le groupe du P.C. et 3 se rangent comme non inscrits). La très grande majorité des élus locaux -maires des grandes villes, conseillers généraux, etc...- sont restés à la S.F.I.O. C'est sur cette implantation locale que les socialistes vont miser pour retrouver leur place de grand parti dans le jeu politique français. D'où leur choix du combat électoral et leur rapprochement avec les radicaux. L'objectif est en grande partie atteint avec les élections de mai 1924 où ils obtiennent un succès impressionnant: avec 104 députés, ils doublent pratiquement leur représentation parlementaire. Avec 73 000 adhérents, ils égalent, voire

même surpassent légèrement, sur le plan des troupes, l'effectif du P.C.. La S.F.I.O. est désormais une force qui compte, qui est nécessaire à la constitution du Cartel des Gauches: les socialistes lui apportent leur soutien, sans participation au gouvernement.

Sur la question coloniale, la position des socialistes n'est guère contestataire à la veille du Rif. Le colonialisme en tant que tel n'est jamais condamné. Bien plus, sa légitimité est plus que jamais affirmée par les interventions abondantes d'un Barthe ou d'un Georges Barthélemy. Les critiques sont quasi-exclusivement le fait du Populaire, où se ressent quelque peu l'influence de Longuet qui en assure la direction politique avec Blum: sont condamnées les "rapines coloniales", les méfaits opérés par le capitalisme économique et financier "rapace". Pour le Maroc, la présence française n'est jamais discutée. Seule est vigoureusement vilipendée l'administration de Lyautey, "le monarque": en effet, le résident général, jugé conservateur et antirépublicain, n'inspire que de l'antipathie aux socialistes.

Seul Marius Moutet, député du Rhône, puis de la Drôme, exprime, durant cette législature, une certaine contestation de fond à travers le cas algérien: sans cesse occupant le terrain à la tribune du Parlement, il dénonce le régime arbitraire de l'indigénat ou la politique discriminatoire en matière d'instruction et de politique économique et sociale. Tout en ne remettant nullement en cause la présence française, il parvient par son argumentation et ses dossiers précis et documentés à démontrer que la France, en n'accomplissant pas "sa mission civilisatrice", se disqualifie et rompt le contrat pour lequel elle s'est enga-

gée: discours a priori réformiste, mais qui ébranle souvent et sérieusement les certitudes et l'unanimité coloniaux. Il est la seule note subversive qui vienne, quoique peu, fissurer le consensus en matière coloniale.

A la veille de la guerre du Rif, donc, les socialistes, globalement, ne contestent guère le colonialisme. Tout au plus en déplorent-ils les excès, ici, les insuffisances, là. Ils appellent en fait de leurs vœux une politique coloniale à visage humain que la "bourgeoisie" égoïste n'est guère apte à conduire, pas plus qu'elle n'est apte à conduire une politique progressiste en France. Le discours socialiste en matière coloniale n'est que le double du discours anticapitaliste en France. En cela, il apparaît bien dans la droite ligne de la motion blumiste de Tours; A la veille de la guerre du Rif, les références longuetistes sur le droit des peuples et des nationalités à disposer d'elles-mêmes ne figurent plus dans la rhétorique socialiste - sinon pour parler des colonies anglaises, ce qui est bien la forme raffinée du chauvinisme.

-2^o/ Les communistes.

Le P.C. d'après-Tours est surtout un parti de militants, de militants jeunes, venus à lui par déception devant les compromissions socialistes pendant la guerre de 1914-1918, dans l'enthousiasme suscité par la révolution d'octobre, et avec l'espoir de renverser l'ordre des choses en France. C'est sur ces jeunes que compte le P.C. pour devenir le parti prolétarien, porte-parole de la révolution en France. A l'exception de quelques grands bastions de tradition ouvrière, il ne dispose pas, à l'inverse de la

S.F.I.O., de réseau de notables ou de clientèles électorales. Doté du journal L'Humanité (avec son prestige, le "journal de Jaurès"), dont il a gardé le contrôle après Tours, et sûr de l'engagement de ses troupes, son action va exclusivement être de propagande pour populariser ses idées auprès des "travailleurs des villes et des champs": meetings, tracts, affiches... Pour lui, les campagnes électorales sont une tribune parmi d'autres pour se faire entendre et asséner ses critiques aux partis bourgeois ou traitres à la classe ouvrière: le parti radical et la S.F.I.O.. Ceci ne l'empêche pas, du reste, d'obtenir, aux élections de 1924, 27 députés au lieu de 11, profitant en cela, il est vrai, du fait que le scrutin a eu lieu selon un mode de scrutin semi-proportionnel. Il reste que c'est un succès lorsque l'on sait la placé secondaire par lui accordée aux élections. Malgré son activisme révolutionnaire, assez peu conforme à la tradition de lutte du socialisme français, et malgré les reflux des années 1922 et 1923, il compte, en 1924, 65 000 adhérents, soit à peine l'effectif de la rivale S.F.I.O.; mais il s'agit de militants motivés, qui ont fait le choix d'être communistes, et qui le restent, malgré la répression dont ils sont l'objet de toutes parts.

Tout comme le parti socialiste, le P.C., en ces années 1924-1925, constitue une force réelle, mais une force originale au sein de l'échiquier politique français. Sur le plan doctrinal, les années d'"après-Tours" ont été pour lui le temps de la maturation des principes marxistes-léninistes. Après 1925, s'amorce le processus de bolchévisation.

Sur le plan colonial, l'action du P.C. est, conformément aux

conditions d'adhésion, dépendante des orientations de la IIIe Internationale. C'est, en effet, celle-ci qui définit la politique coloniale du communisme international. Sa mise en oeuvre pour les territoires colonisés par la France est assurée par le P.C.F.. Dès son congrès de Marseille, en décembre 1921, le P.C. crée, sous l'impulsion de Vaillant-Couturier, un comité d'études coloniales "pour préparer les matériaux devant servir à l'activité anticoloniale de parti". Après avoir été composé essentiellement de militants français de l'outre-mer, il est remanié et prend la dénomination de "commission centrale coloniale". Animée par Doriot et Lozeray, qui en assure le secrétariat, elle accueille en 1926 en son sein le militant algérien Hadjali -il y avait déjà Ben Lekhal et Abdelaziz Menouer.

Plus déterminant a certainement été, en 1922, l'appel du comité exécutif de l'Internationale communiste à "soutenir les exigences des nationalistes en Afrique du Nord. Ceux-ci doivent savoir qu'ils ont désormais un allié puissant qui les soutiendra jusqu'à la victoire". En application de cette ligne, le P.C., qui est, à ce moment-là, le seul parti à être à l'écoute des revendications immédiates des colonisés, dont il soutient l'action, fonde en mai 1922, l'"Union Intercoloniale". Cette organisation va devenir un véritable "foyer militant des originaires des colonies" (C. Liauzu). Au cours de ses deux premières années d'existence, ce furent essentiellement des Indochinois, des Sénégalais et des Malgaches, mais peu de Nord-Africains. A partir de 1924, les Algériens y firent une entrée remarquable, avec, notamment, ceux d'entre eux qui militaient déjà au P.C. ou à la C.G.T.U.: Abdelaziz Manouer, Ben Lekhal, et surtout Abdelkader

Hadjali, le futur fondateur, avec Messali, de l'Etoile Nord-Africaine. C'est notamment ce noyau qui va, avec le relai parisien de l'émir Khaled à Paris, Ahmed Rabah Belghoul, jouer un rôle important dans les relations qui se nouent entre le P.C. et l'émir Khaled. C'est dans ce contexte, et sous les auspices de l'Union Intercoloniale, que Khaled mène sa campagne parisienne de l'été 1924, avec, notamment, ses deux meetings des 12 et 19 juillet.

Tels sont, en ces années d'après-Tours, les socialistes et les communistes, avec leurs forces et leur bagage doctrinal respectifs. La guerre du Rif, la première grande manifestation du nationalisme maghrébin, va être, pour les uns et les autres, en ces années 1920, le moment de vérité. Elle va mettre à l'épreuve leurs doctrines coloniales et anticoloniales. A la lumière de leurs attitudes respectives, nous allons juger de ce qui les sépare, face à la réalité.

-III- L'exemple: la guerre du Rif.

Les élections législatives des 4 et 11 mai 1924 ont donné la victoire à la gauche. La majorité dite de Cartel des Gauches comprend les radicaux-socialistes, les républicains socialistes, la gauche radicale et les socialistes, ces derniers apportant leur soutien sans participation gouvernementale. Deux gouvernements se succédèrent: le gouvernement Herriot, jusqu'en avril 1925, puis celui de Painlevé, jusqu'en juillet 1926. Ce sont eux qui eurent la charge de gérer la question rifaine.

De quoi s'agit-il?

-1^o/ Les données du problème.

La question rifaine a, en fait, surgi ce 17 juillet 1921 où, à Anoual, dans la zone du Maroc espagnol, un certain Mohammed El Khattabi, dit Abdelkrim, à la tête de ses tribus, inflige la plus grande des défaites jamais subies par une puissance coloniale devant ses colonisés: les Espagnols laissèrent sur le terrain de 13 000 à 15 000 hommes -dont le général Sylvestre, qui se serait suicidé-, des milliers de prisonniers, et une quantité importante de matériel militaire, dont 200 canons de trois calibres différents, et 200 000 fusils.

Avec un effectif bien inférieur à celui de ses adversaires (on cite 20 à 30 000 hommes contre près de 100 000) et un armement moderne, certes, mais sans comparaison avec celui de l'adversaire, Abdelkrim venait de démontrer l'efficacité de l'armée populaire et de la tactique révolutionnaire. Ho Chi Minh y verra un "héros national, précurseur de la guerre populaire".

La France, non directement impliquée, vivait tout de même mal tout cela, comme en témoignent les inquiétudes exprimées par le résident général au Maroc, Lyautey: "Rien ne pourrait être pire pour notre régime que l'établissement, si près de Fez, d'un Etat musulman indépendant et modernisé faisant d'Abdelkrim un point d'attraction, non seulement pour nos propres dissidents, mais aussi pour ces éléments marocains, surtout les jeunes, dont les perspectives ont été élargies par les événements récents en Orient et dans les esprits desquels les aspirations xénophobes ont été développées": David Montgomery Hart situe le propos entre le 18 janvier et le 1^{er} février 1923, c'est à dire au moment où Abdelkrim proclamait la "Dawla Jumhuriyya Rifiiyya" (l'Etat répu-

blicain rifain), dont il entreprit tout de suite, comme président, une organisation particulièrement novatrice visant, notamment, à l'unification des tribus.

Mais, si Lyautey craignait l'exemplarité du Rif, Abdelkrim, de son côté, souhaitait une entente avec les autorités françaises. Quelques mois plus tard, il fit à l'administration du protectorat français des propositions de négociations. Il lui reconnaissait la souveraineté sur la vallée de l'Ouergha en échange de la possibilité, pour lui, d'accéder aux voies de ravitaillement et d'échange. Lyautey refusa, sachant lui-même qu'en maintenant, et même en renforçant le blocus contre Abdelkrim -notamment lorsqu'il fit porter, en mai 1924, la ligne de défense française sur la rive nord de l'Ouergha-, il condamnait le chef rifain à réagir. Il semble, d'après Georges Spielmen, que Lyautey, dès décembre 1924, avertit le gouvernement que l'attaque aurait lieu en avril 1925. La prévision se vérifia puisque ce fut à cette date qu'Abdelkrim ouvrit les hostilités, au moment même où Herriot venait de céder la place de président du conseil à Paul Painlevé.

Cela n'empêcha nullement le leader radical d'apporter tout son appui à la politique de son successeur et de Lyautey. Il était pourtant en possession, depuis fin 1924, du rapport qu'il avait demandé au député Calary de Lamazière. Celui-ci déclarait que, si la situation créée par le voisinage de la république du Rif était inquiétante pour "notre action de nation protectrice", le conflit pourrait être évité si on négociait avec Abdelkrim. De même, le rapport faisait état des intentions bellicistes de la Résidence, notamment parmi les militaires. Herriot ne fit rien

pour enrayer le processus de guerre.

Celle-ci fut entreprise par le gouvernement de gauche et conduite par lui avec des moyens de plus en plus accrus jusqu'à la reddition d'Abdelkrim le 29 mai 1926. Ce fut Painlevé qui remplaça Lyautey par Pétain à la tête des troupes françaises en août 1925, donnant ainsi sa préférence aux choix tactiques de ce dernier. Pour le futur chef de Vichy, il n'y avait qu'une stratégie, celle de l'emploi massif de "tout le matériel moderne puissant dont nous disposons: aviations de bombardement, chars d'assaut, automitrailleuses..." Et, pour parvenir à un "succès écrasant", il se déclarait farouchement partisan de mener les opérations en étroite collaboration avec les militaires espagnols.

Ainsi fut fait dès l'automne 1925: le Rif fut pris en tenaille entre l'armée espagnole attaquant au nord et l'armée française par le sud. La résistance rifaine fut extraordinaire malgré les quelque 400 000 hommes de troupe régulière franco-espagnols et les quelque 400 000 supplétifs marocains et le blocus économique, mais, finalement, elle dut s'incliner. Fin mai 1926, l'ordre règne au Maroc... jusqu'à la prochaine fois. Et deux chefs militaires nouent, à la faveur de leur victoire commune, une amitié durable: Pétain et Franco.

Voilà pour les faits. La guerre du Rif fut le plus grand soulèvement nationaliste que la France ait eu, jusqu'alors, à affronter. Le gouvernement du Cartel des Gauches y prit ses responsabilités d'une manière qui ravit les plus déterminés des colonialistes. Que firent, face à tout cela, les socialistes et les communistes? Les premiers, bien que liés au gouvernement, allaient-ils pouvoir, maintenant que la guerre était déclarée,

trouver les accents jaressiens qui avaient condamné la guerre du Maroc? Et les seconds trouvèrent-ils là le terrain d'expression de leur anticolonialisme proclamé?

-2⁰/ Les choix.

Deux moments doivent être distingués, avant l'entrée en belligérance de la France, et après.

- Dès l'épisode espagnol, les communistes se sont engagés à côté d'Abdelkrim, conformément à la ligne anticolonialiste qu'ils s'étaient définie. Pour eux, le mouvement rifain est une authentique guerre de libération; elle est l'exemple même de la lutte des peuples coloniaux contre le colonialisme. Dès le 11 septembre 1924, ils adressent un télégramme de félicitations à Abdelkrim (signé Doriot, Semard) pour le féliciter et lui exprimer leur solidarité. La teneur de texte est importante:

"Le groupe parlementaire communiste, le comité directeur du P.C.F., le comité national des jeunesses communistes, saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abdelkrim. Ils espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialismes jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'indépendance du Maroc, vive la lutte internationale des peuples coloniaux".

Pour le P.C., la libération du Rif est donc bien le signe annonciateur de la libération totale du Maroc. Ce propos, ajouté à la psychose entretenue par les services spéciaux français sur l'activisme subversif des communistes au Maroc visant, à l'insti-

gation de Moscou, à mettre le protectorat et l'ensemble des possessions françaises à feu et à sang, donne prétexte aux socialistes pour détourner le débat. Jusqu'en avril-mai 1925, c'est à dire la période Herriot, les socialistes ignorent, tout au moins directement, Abdelkrim. Au Parlement, lorsque Renaudel prend en leur nom la parole, c'est généralement pour soutenir le président du conseil dans ses vives attaques contre "les menées bolchévistes aux colonies", ou pour fustiger la propagande communiste qui "s'appuie sur le nationalisme local" et "soulève les nationalismes naissants ou exaspérés dans les colonies". Assimilant les communistes au Gustave Hervé qui "a réclamé, contre Jaurès, le Maroc aux Marocains", Renaudel leur prédit le même destin que celui de l'ancien directeur de la Guerre Sociale: un destin de retournement de veste.

Dans ce contexte des années 20, l'accusation d'antipatriotisme est claire: en soutenant les Marocains, les communistes agissent contre la France. D'ailleurs, interroge Renaudel, "qu'est-ce que cette façon d'être internationaliste, ou si vous préférez, d'être nationaliste ailleurs que dans son pays?". Constantement, les socialistes sont à l'unisson de la Chambre pour ne voir dans les communistes que des "traîtres" et des "antifrançais".; Durant des mois, il leur sera ainsi commode d'occulter Abdelkrim par Doriot, d'autant que les interventions de ce dernier, accusatrices mais toujours bien documentées, remettent fondamentalement en cause une occupation du Maroc "faite exclusivement dans l'intérêt des grandes banques". Le discours communiste s'inscrivant en soutien à "la lutte des peuples coloniaux

contre tous les impérialismes, le français y compris", est toujours compris comme une agression caractérisée par l'ensemble des députés, les socialistes compris. Des derniers se départissent rarement de leur silence, sinon pour se déclarer "contre toute évacuation du Maroc", et créditer Herriot d'une "réelle volonté de négocier avec Abdelkrim" alors que les faits démontrent le contraire. Cette attitude, d'ailleurs, leur vaut les félicitations du député colonial de Constantine Morinaud -désormais membre de la majorité cartelliste-, le même qui, dans un passé récent, accusait Moutet, pour ses critiques contre la politique coloniale en Algérie, de faire "une mauvaise besogne contre la France". En la circonstance, les socialistes sont des bons: à l'inverse des communistes, dont "le discours (est) abominable et particulièrement révoltant et odieux pour tous ceux qui sentent un coeur de Français battre dans leur coeur (sic)", les socialistes, eux, "tentent de faire aimer la France par les indigènes". Que Morinaud décerne le satisfecit est de bonne tactique; que les socialistes le reçoivent sans réagir, ni rectifier, voilà qui démontre leur volonté inébranlable de ne point émettre de son discordant au sein de la majorité du Cartel. Cette convergence entre le groupe socialiste et les députés colons n'était pas exceptionnelle, comme en témoigne l'ordre du jour de confiance voté à Herriot le 9 décembre 1924: il avait été rédigé conjointement par Blum et par l'autre député de Constantine, Thomson. La politique de soutien se situe au-dessus des nuances en matière coloniale. A aucun moment, celles-ci n'apparaissent suffisamment importantes pour pouvoir faire modifier significativement les choix de politique intérieure.

Qu'en sera-t-il après avril 1925 qui vit la chute du gouvernement Herriot et le début des hostilités au Rif? Les socialistes se départiront-ils de leur réflexe de "godillots" du chef des radicaux, crédité jusqu'au bout de volonté de paix? Avec son successeur, Painlevé, dans le pacifisme duquel ils ont manifestement moins foi, l'évidence finira-t-elle par s'imposer?

Et les communistes, eux, modifieront-ils leur engagement anticolonialiste, maintenant que la France est entrée directement en guerre contre Abdelkrim?

- L'épisode franco-rifain. Pour le chef du gouvernement, Painlevé, la France n'a pas cherché la guerre. Elle a été attaquée, elle qui, pourtant, "a apporté au Maroc la paix, la justice et le progrès". Abdelkrim est "un rebelle" dont la présence menace grandement celle de la France en Afrique du Nord. En clair, il faut l'éliminer. Au Rif, la France combat "le bolchévisme" et "le fanatisme musulman"; elle y est, donc, le soldat de la civilisation.

Les socialistes sont embarrassés: ils sont opposés à des analyses aussi radicales, mais ils ne peuvent les contrer de front: ce serait pousser Painlevé à chercher d'autres appuis ailleurs et rompre ainsi le Cartel. La précaution est de pure forme, puisque, ceux-ci, ils les avaient déjà, la droite applaudissant l'option prise, celle d'en finir avec Abd El Krim. Mais les socialistes peuvent-ils cautionner la guerre, eux qui ont toujours justifié leur attitude conciliante par leur souci de préserver la paix? Pris entre ces contraintes contradictoires, ils vont s'engager prudemment, mais "avec franchise" (selon le propos même de Renaudel). Pour celui-ci, il n'y a pas de doute,

"le 25 avril, nous avons subi une attaque". Mais si Abdelkrim n'est pas totalement responsable, ou, tout au moins, pas seul responsable, nous-mêmes, reconnaît-il, "nous avons assumé une responsabilités importante", en installant en 1924 "nos postes militaires au nord de l'Ouergha". Cette région étant "le grenier à blé" des Rifains; il était prévisible qu'ils réagissent. Abdelkrim avait donc quelques raisons de vouloir éviter "l'encerclement" et "la famine" à son peuple. Le propos est clair: "Nous", "nos", expriment la volonté des socialistes d'être dans le camp français.

Mais la solidarité avec la France n'empêche pas la critique, mais la critique de quoi? de qui? Critique de la guerre dont les socialistes ne veulent pas. Critique de ceux qui en ont déclenché le processus, et particulièrement leur chef, Lyautey. Il y a aussi sympathie pour Abdelkrim: celui-ci est tenu pour interlocuteur valable et "un homme d'une certaine étendue d'esprit et de pensée (...), un homme d'une envergure supérieure à celle de ces chefs de tribus, que nous avons quelquefois achetés si facilement dans le passé". Il faut donc respecter son action et accorder foi à ce qu'il déclare, notamment lorsqu'il exprime "son souci de l'indépendance de la région dans laquelle il vit". Renaudel souhaite que le gouvernement ait vis à vis de lui une conduite de paix qui aboutisse par la négociation à concilier la présence française au Maroc avec l'autonomie du Rif. Il est même partisan de la signature d'une convention économique entre la France et le Rif indépendant, ce qui éviterait à celui-ci de rechercher d'autres alliances ou protections - l'allemande et la soviétique - autrement plus dangereuses.

Partisans de la présence française au Maroc, les socialistes considèrent, même, que l'entente avec Abdelkrim serait un atout en faveur de cela. En effet, argumente Renaudel, "même la bourgeoisie libérale (marocaine; N.D.L.A.) qui est attachée au Maghzen", c'est à dire à cette organisation politique qui est en somme liée à votre propre action, même la bourgeoisie libérale souhaite in petto le succès d'Abdelkrim": donc, pour ne pas avoir contre nous ceux qui le tiennent en sympathie, entendons nous avec lui.

Sur ces deux points, la négociation et l'autonomie du Rif, le gouvernement ne cesse d'exposer des vues totalement différentes par la bouche, aussi bien de Painlevé que de l'immuable ministre des Affaires Etrangères Briand: pour eux, négocier avec Abdelkrim serait "un acte incorrect, une déloyauté à l'égard de l'Espagne dont il est le ressortissant" (Briand, J.O., 28 mai 1925). En conséquence, l'autonomie du Rif ne peut être envisagée. Ainsi, face à Blum qui persiste à penser que "la base de la politique du gouvernement sera l'indépendance du Rif et des tribus groupées autour d'Abdelkrim, le chef du gouvernement invite la Chambre à s'en tenir aux propos qu'il a lui-même tenus, c'est à dire: la France se doit de respecter ses traités avec ses cosignataires -Espagne et sultan du Maroc-; négocier avec Abdelkrim "aurait l'air de lui céder, (or) il y va du prestige de la France" (J.O., 9 juillet 1925). De fait, les socialistes se trouvent au pied du mur: prendre acte de la divergence ou feindre encore de croire que le gouvernement pense comme eux. Ils sont divisés sur la décision à prendre, et cela depuis quelques semaines: lors de la séance du 28 mai 1925, déjà, ils se sont retirés

pour harmoniser leurs interventions. La veille même, Doriot, en pleine séance, avait rapporté que L'Étincelle (organe de Zyromski, gauche de la S.F.I.O., proche de Longuet) reprochait au groupe parlementaire d'avoir laissé faire. Renaudel ne contesta pas l'assertion et se contenta de répliquer à la tribune même, que si ces socialistes étaient mécontents, ils n'avaient qu'à rejoindre les communistes. Les tiraillements existaient bien entre socialistes, puisque Blum, lui-même, vient à la Chambre le 9 juillet 1925 expliquer "sans nervosité et avec sang-froid" pourquoi les socialistes n'étaient plus "ni pour ni contre" les crédits militaires demandés par le gouvernement.

Tout en persistant à créditer le gouvernement d'une "certaine volonté de négociation de paix", les socialistes lui reprochent d'avoir maintenu Lyautey à la tête du protectorat et de vouloir imposer la colonisation par la force militaire. Le 3 novembre, le pas décisif vers la rupture est franchi: les socialistes décident "unaniment" de ne plus donner leurs suffrages au gouvernement Painlevé, tant que celui-ci n'aura pas fait "de nouveaux et décisifs efforts en rendant publiques des offres généreuses de négociation".

Le gouvernement n'en est plus là: depuis plusieurs mois, il a remplacé Lyautey par Pétain, et l'offensive concertée entre Espagnols et Français est un secret de pluchinelle. Tout le monde sait qu'elle est imminente. Est-ce pour cela que les socialistes rompirent définitivement avec le Cartel? Nous pensons que non: la rupture avait déjà eu lieu en juillet lorsqu'ils s'opposèrent à la politique économique et financière de Painlevé. Depuis, ils se sentaient plus libres de pouvoir, enfin, mettre

leurs actes quelque peu en conformité avec leurs idées. Mais ce vote d'opposition arrivait bien tardivement; il ne présentait aucun risque pour le gouvernement, ni pour les socialistes eux-mêmes. Il ne pouvait donc être de la moindre efficacité.

Tardive, la réaction socialiste apparaît aussi se produire à contretemps. Si elle devait avoir la moindre chance de peser sur le cours des choses, elle aurait dû intervenir sous le gouvernement Herriot, duquel ils étaient plus proches. Or, ils furent silencieux et complaisants. D'ailleurs, avaient-ils la moindre raison d'avoir une autre attitude? Ils n'avaient guère de divergences avec lui: comme lui, ils pensaient que la colonisation était bonne, même si elle devait être améliorée. De plus, ce n'était pas encore vraiment la guerre. De fait, lorsque vint la rupture avec Painlevé, elle vint pour cause de pacifisme et non d'anticolonialisme.

Les communistes, eux, avaient fait le choix d'écarter de telles contraintes, en se situant hors du jeu parlementaire et en opposition déclarée au gouvernement radical. Lorsque les hostilités sont déclarées entre Français et Rifains, leur jugement est sans hésitation: la responsabilité incombe à la France. Depuis le mois de mars 1924, une lettre du chef de cabinet de Lyautey étant tombée entre leurs mains, ils ne cessaient de proclamer dans L'Humanité que commandement français et gouvernement du Cartel préparaient, en liaison avec les Espagnols, déjà, une expédition contre Abd El Krim. Depuis lors, ils ne cessèrent de dénoncer un gouvernement poussé à la guerre par les puissances financières, soucieuses de s'accaparer les richesses minières du sous-sol rifain. A l'inverse des socialistes, les communistes ne voient

dans la colonisation qu'un régime d'oppression et d'exploitation.

Dès le milieu de 1924, toute une pédagogie est déployée pour faire connaître une république rifaine dotée d'institutions démocratiques et ouverte au progrès culturel et technique. Le plus gros de la campagne en faveur de la "lutte de libération du peuple rifain" se situe à partir d'avril-mai 1925. Sur les quatre mots d'ordre -paix immédiate avec le Rif, évacuation du Maroc, indépendance du Rif, fraternisation-, le P.C. mobilise tout son potentiel militant et son arsenal de propagande: L'Humanité, journaux des fédérations, tracts, réunions publiques (Georges Oved les chiffre à plusieurs centaines, voire quelques milliers). Un "comité d'action contre la guerre du Rif", créé en mai 1925, est chargé d'assurer la coordination entre les différentes organisations du parti: jeunesse, femmes, syndicats ouvriers et paysans, intellectuels, anciens combattants. C'est Thorez qui est désigné par le comité central du 13 juillet pour en assurer le secrétariat. Il fallait, pour l'accomplissement de cette tâche, "un camarade pas connu comme communiste notoire, qui ait du sens pratique, qui ne se laisse pas déborder..."

Une grève générale, même, est organisée le 12 octobre 1925. Il s'agit, par tous les moyens, de susciter un grand élan de solidarité, notamment des ouvriers, avec les Rifains. Pour ce faire, un lien constant est établi entre lutte anticolonialiste et lutte anticapitaliste: "Le P.C. dit aux travailleurs français: quel est ton ennemi? C'est le patronat, l'Etat français, l'impérialisme français, cette forme dernière du capitalisme. Quel est l'ennemi du Rifain? Le même. Donc les travailleurs français doivent soutenir les Rifains, puisque, comme eux, ils luttent

contre le même ennemi et que tout coup qu'ils porteront aux banquiers, aux industriels, aux gros propriétaires et à leurs valets les ministres, affaiblira les maîtres des travailleurs de ce pays". Le prolétariat français et les nationalistes des colonies sont donc objectivement alliés contre le même ennemi. Toutefois, le combat des Rifains est perçu à d'autres moments comme spécifique. Ainsi, Doriot, s'il en appelle toujours à "l'action du prolétariat français, plus solidaire que jamais des Rifains, lâchement provoqués à la guerre", estime toutefois que cette action "doit être nette et rapide (...) pour imposer à l'impérialisme français la paix immédiate; il doit exiger que la République du Rif soit reconnue et respectée; il doit soutenir ce jeune mouvement libérateur".

Bilan et conclusion

Le comportement des communistes fut-il donc anticolonialiste et celui des socialistes colonialiste? La guerre du Rif a révélé certainement que oui. Mais, dans le détail, les choses ne furent pas aussi simples et la distinction aussi claire.

L'alignement colonialiste des socialistes ne fut pas sans mauvaise conscience ni tiraillements au sein du parti. Celui-ci donna, certes, la priorité à ses choix d'alliance en matière de politique intérieure, mais en aurait-il été de même si le Cartel n'avait pas été au pouvoir? Les voix qui s'élevèrent contre la politique française n'auraient-elles pas fini par davantage peser? Nombreux furent, en effet, les socialistes qui firent connaître des positions fondamentalement différentes de celles de leurs dirigeants. A l'inverse de ce qui était officiellement

soutenu, la fédération de Marseille réfuta la thèse de l'agression d'Abdelkrim. A Moutet qui déclarait que "tous les prétextes invoqués par Abdelkrim (étaient) faux", Reynier répondait publiquement que "la guerre a été voulue par nos militaires", et que toute l'argumentation socialiste n'était dictée que par "une amitié partielle pour le gouvernement".

La base socialiste ne goûta certainement pas à l'unisson la mollesse de la dénonciation de la guerre par Blum ou Renaudel au Parlement. Nombreux furent ceux qui acceptèrent mal que leur parti se contentât le plus souvent de dénoncer la propagande communiste sans en mettre une en place lui-même. En effet, si la Commission Administrative Permanente de la S.F.I.O., en mai 1925, invita les fédérations départementales à organiser des manifestations sur le thème de l'arrêt des combats et "pour que cesse au plus tôt l'effusion de sang", elle ne mit pour cela en place aucune structure de propagande: ni tracts, ni affiches, le Populaire se contentant de reproduire les déclarations des parlementaires socialistes.

Au sein de la S.F.I.O., il y avait incontestablement des minoritaires qui ne pensaient pas différemment des communistes sur la question rifaine.

La campagne anticolonialiste des communistes fut indéniable et son importance ne peut être discutée. En s'y engageant, dans ce contexte où le patriotisme -français- était le thème favori, parce que payant, de toute la classe politique, ils prirent le risque énorme de devenir la cible de toutes les attaques, socialistes comprises. Aussi bien à la Chambre des députés qu'au

Sénat, les séances ne manquèrent pas qui furent de véritables procès instruits aux communistes: leurs "excitations dirigées contre l'armée et contre la patrie (sont) de nature à mettre en péril la vie de nos soldats", disaient les uns (J.O., Sénat, 3 juillet 1925), alors que les autres renchérisaient déjà: "les véritables assassins de nos soldats sont moins les Rifains que les communistes" (J.O., Chambre des députés, 23 juin 1925).

Silencieux en commission, les socialistes, dans les séances publiques, tout en condamnant l'action communiste, exprimaient, toutefois, leur opposition à des poursuites judiciaires contre eux. Cela n'empêcha pas la répression de s'abattre sur les amis de Doriot et de Semard: perquisitions chez les militants et dans les locaux des sections et fédérations, surveillance systématique par la police des réunions publiques lorsqu'elles n'étaient pas interdites. Le bilan global de la répression est difficile à dresser: Georges Oved évalue à 500 arrestations, environ, qui totalisèrent des condamnations à plusieurs dizaines d'années de prison; il y eut même un mort: l'ouvrier communiste André Sabatier fut tué par la police à Suresnes lors de la grève du 12 octobre 1925.

Le P.C. paya incontestablement son tribut à la lutte anticolonialiste durant ces années 20. Mais quelle signification doit-on en tirer pour l'immédiat et pour le futur? En radicalisant à ce point leurs mots d'ordre et leur action, les communistes ne se privèrent-ils pas de toute chance de réalisation de ce front unique qu'ils préconisaient pourtant, avec, au moins, la minorité de la S.F.I.O et de la C.G.T.. La grève du 12 octobre 1925, si elle fut importante en ce qu'elle témoigna qu'il y avait déjà

dans la gauche française des gens prêts à descendre dans la rue pour soutenir l'indépendance des peuples, ne fut pas le succès massif escompté. Cela ne montre-t-il pas clairement qu'au sein même du prolétariat français, voire même parmi les militants communistes les plus chevronnés, la conviction anticolonialiste n'était pas suffisamment ancrée. La direction du parti dut bien le comprendre, elle qui, constamment, dut faire appel au ressort habituel du discours anti-patrons pour motiver sa base: le colonialisme restait encore perçu, comme du temps du guesdisme, à travers son double, le capitalisme. Cette non intériorisation de l'anticolonialisme pour lui-même aura des significations ultérieures, notamment au moment du Front Populaire, lorsque se posera le problème de la priorité à donner au combat: l'antifascisme ou l'anticolonialisme.

Dans le détail, il n'y eut ni colonialisme ni anticolonialisme fatals, pas plus qu'il n'y eut de colonialistes socialistes et d'anticolonialistes communistes heureux.